

Grande mobilisation pour nos camarades emprisonnés

mercredi 5 août 2009, par [USTKE](#) (Date de rédaction antérieure : 7 juillet 2009).

Aux côtés des cinq mille manifestants, l'USTKE n'a pas failli à son devoir de crier sa désapprobation face une « Justice » qui a mis sept de ses représentants syndicaux derrière les barreaux. Pour la plupart, ils sont à l'île de l'Oubli depuis le 28 juin. Les rues de Nouméa étaient ce samedi 4 juillet gorgées de monde. On n'avait pas revu cela depuis la manif de 1995 concernant les essais nucléaires à Mururua (Tahiti). Cette fois-ci, la manif se voulait pacifique et populaire.

Elle l'a été tout le long de la route, à part un petit incident à l'angle de la place du Mwâ Kââ menant au musée de la Nouvelle-Calédonie. Un collectif s'est même prononcé pour la libération immédiate de nos syndicalistes, celui-ci a été reçu au gouvernement et dans les locaux du Haut-Commissariat. Les représentants du gouvernement ont bien entendu les doléances du collectif, mais ceux-ci s'attacheront plus à dénouer le conflit d'Aircal. Même sans de cloche venant du chef de Cabinet du Haussaire qui a suggéré à nos représentants de changer leurs méthodes de manifestation, et par ailleurs a souligné l'indépendance de la justice dans ses décisions.

Une manifestation, qui en somme, a peut-être dérangé aux premiers abords mais qui trouvera un écho dans les prochains jours. A signaler la présence aux côtés des militants de l'USTKE, les membres du Directoire Politique du Parti Travailleiste et de nombreux militants des îles et du Nord.

Au cours de la semaine précédente, un appel à la marche avait été lancé par le Bureau Confédéral. Appel entendu puisque le président de l'U.C., le président de l'U.C.R., la secrétaire générale du SLUA, les membres du Comité Rhèbùù Nùù, le Comité de défense des prisonniers de Saint-Louis, des étudiants de Nouville, de nombreux jeunes des quartiers (Koutio, Vallée-du-Tir, Montravel, Tindu, Pierre-Lenquette) ont sillonné les rues du centre-ville, ont levé tout le long du trajet les couleurs du pays, ont porté fièrement les drapeaux de l'organisation, ont tenu les banderoles clamant « la libération immédiate de nos camarades incarcérés ». Des camarades du Nord, des Iles, de Yaté avaient également fait le déplacement depuis leurs communes respectives.

Une logistique de grande envergure avait été déployée pour cette journée particulière. Soulignons l'efficacité avec laquelle les différentes fédérations ont répondu présentes. Grand coup de chapeau à tous nos militant(e)s, aux personnes venues de loin, aux différentes organisations politiques ou apolitiques. Notamment, une pensée particulière aux enfants des sept détenus qui ont ouvert le long cortège des manifestants avec leurs mères. « Libérez nos papas » pouvait-on lire sur leur banderole et scander par les enfants. Une pensée aussi aux pères de familles détenus à la prison de Nouville dont le président de l'USTKE.

Gérard Jodar s'est dit fier de ses militants, a-t-on entendu au meeting lorsque sa femme a pris le micro. Une autre femme d'un des détenus a pris aussi la parole. On retiendra de son discours l'intention sur laquelle elle va s'attacher à se battre contre cette « justice coloniale », son profond respect pour le peuple kanak, et la solidarité particulière de l'USTKE dans ses moments difficiles. Hnalaine Uregei, membre fondateur de l'USTKE au côté de son grand frère, LKU, a signalé que « même en Chine, en Iran, ou en Palestine, ces pays où la guerre et la dictature sévissent, on n'a jamais emprisonné des syndicalistes... ». L'USTKE peut se sentir affaibli car il lui manque des

dirigeants, certes mais au fond des choses, « l'organisation syndicale sort renforcée par cette mobilisation de masse », a-t-il dit.

De cette « mobilisation grandiose, pacifique et populaire. L'USTKE, tous les militants et les femmes ont été à la hauteur de ce qu'on leur a demandé », a soulevé Marie-Pierre Goyetche, 2^e vice-présidente de l'USTKE. « Arrêtez cette répression systématique policière et judiciaire », a-t-elle rappelé. « On n'acceptera plus cela », a-t-elle conclu.

Faut-il rappeler que nous avons arpenté les rues de la ville blanche pour défendre nos droits de grève, nos droits syndicaux et enfin nous condamnons la criminalisation de nos actions syndicales. Nous n'hésiterons pas à y redescendre si il le faut !